

## Occasions Manquées : l'Ukraine est une Histoire Non Terminée par l'ONU aux Proportions Mondiales

Article initialement publié dans « The Cadmus Journal » le 20 juin 2022 par

**Garry Jacobs**

*Président et chef de la direction, Académie mondiale des arts et des sciences ; PDG et Président du Conseil d'Administration, World University Consortium ; Membre international, Club de Rome ; Président, The Mother's Service Society, Pondichéry, Inde.*

---

### Résumé

---

Ce document cherche à regarder au-delà du sentiment d'indignation et d'horreur justifiables face aux événements qui se déroulent encore à la suite de la guerre en Ukraine, pour examiner les causes profondes du conflit actuel et les questions essentielles qui doivent être abordées afin de mettre fin et d'empêcher qu'il ne se reproduise.

Il remet en question les hypothèses simplistes qui sous-tendent le sentiment de pessimisme, de fatalité et d'inévitabilité qui imprègne tant la pensée actuelle et qui est utilisé pour justifier la renaissance d'idées profondément erronées et de politiques ratées, rejetées comme obsolètes il y a des décennies.

Il réexamine les concepts et les stratégies sur lesquels repose le modèle actuel de sécurité, appelant à passer d'une sécurité nationale compétitive à un système de sécurité coopératif inclusif et à élargir notre approche pour englober toute la gamme des menaces interdépendantes à la sécurité humaine – politiques, économiques, sociales, culturelles, technologiques, personnelles et environnementales – les dimensions indivisibles des trois aspirations humaines cardinales à la Paix, la Sécurité et le Développement Durable.

Il appelle également à l'affirmation immédiate des Garanties de Sécurité Négatives (GNE) et d'autres mesures visant à réduire considérablement la menace d'une guerre nucléaire avec son impact catastrophique sur l'humanité et le système de survie de notre planète.

Enfin, il met l'accent sur la fonction essentielle et irremplaçable de l'état de droit mondial et des institutions multilatérales dans tout système viable et durable de gouvernance mondiale, reposant sur le fondement d'une culture richement variée, qui émerge lentement, de valeurs humaines universelles.

Rien ne peut justifier les souffrances et les destructions horribles résultant de l'invasion russe de l'Ukraine, mais l'indignation et la défense agressive de la liberté humaine ne suffisent pas à s'attaquer aux causes profondes qui ont permis qu'elle se produise. Un leadership sage, visionnaire et courageux est nécessaire pour façonner un système multilatéral qui peut mettre fin et empêcher qu'il ne se reproduise.

Les événements des trois derniers mois jettent le doute sur de nombreuses hypothèses, attentes et projections fondamentales concernant la direction et le cours futur de l'histoire humaine. Le début soudain de l'invasion de l'Ukraine marque la plus grande mobilisation pour la guerre en trois quarts de siècle. Et le cycle continu de la couverture par les médias mondiaux de la télévision, d'Internet et de la presse a apporté une couverture en temps réel de la guerre dans

les foyers de millions de personnes à travers le monde, laissant beaucoup de gens stupéfaits, perplexes, indignés, effrayés et désillusionnés, comme si tous les gains des trois dernières décennies et peut-être une grande partie de ceux réalisés depuis 1950 disparaissaient sous nos yeux.

Les gens du monde entier ont été témoins de l'assaut brutal et de l'impact dévastateur de l'attaque russe contre l'Ukraine et son peuple dans la guerre la plus télévisée et la plus documentée de l'histoire. Le glamour des armées combattant héroïquement a été remplacé par des scènes de civils innocents, d'écoles, d'hôpitaux, de communautés résidentielles, impuissants, pris dans la ligne de feu. L'héroïsme inspirant et la détermination du peuple ukrainien ont suscité des cris de sympathie et de soutien du monde entier et une condamnation sans précédent de l'agression par l'ONU et la Cour Internationale de Justice. [1,2,3](#) Le sort de 14 millions de réfugiés a suscité chez les pays de l'UE et de l'OTAN un degré d'unité, d'action économique commune et de soutien financier que peu de gens auraient cru possible en ces temps de discord politique et de polarisation sociale.

Dans le même temps, la guerre a provoqué une onde de choc dans le monde entier sous la forme de menaces croissantes de pénuries alimentaires et de famine, de flambée des prix de l'énergie, d'inflation, de chaînes d'approvisionnement perturbées, de relations commerciales rompues et de perspectives économiques mondiales déclinantes.

Les combustibles fossiles ont une fois de plus été transformés d'une ressource naturelle en une arme pour soutenir la destruction massive. La guerre a provoqué un changement soudain dans les priorités nationales, passant des investissements dans le développement durable à l'augmentation des budgets et de la production de la défense, anéantissant les espoirs d'un dividende de la paix pour financer les 17 Objectifs de Développement Durable (ODD). Et les menaces résurgentes de guerre nucléaire ont ravivé les souvenirs de la crise des missiles de Cuba et les craintes d'une catastrophe environnementale mondiale d'origine nucléaire qu'aucune stratégie climatique ne pourrait contrôler ou atténuer.

Dans le temps qu'il faut à l'hiver pour passer au printemps, des décennies de diplomatie, de négociations sur la maîtrise des armements, de relations économiques mondiales, de plans d'investissement à long terme, d'accords de sécurité régionaux, de cadres juridiques internationaux, d'arrangements institutionnels multilatéraux, d'évolution de la configuration politique des nations du monde et de sécurité future de l'humanité, ont été remis en question.

Le sentiment de sympathie, de colère et d'indignation légitime face aux événements qui se sont déroulés a rendu extrêmement difficile la réflexion rationnelle sur les causes profondes du conflit, les conséquences probables de l'expansion de la guerre entre la Russie et l'Ukraine soutenue par l'OTAN, ou l'impact ultime de ces événements sur l'avenir de l'humanité. Mais peu importe à quel point il est tentant de prendre parti émotionnellement, légalement et moralement, nous manquons à notre responsabilité envers l'humanité lorsque nous répondons avec passion et autojustification, quand une réflexion calme, une perspicacité clairvoyante, une diplomatie habile et un leadership courageux offrent les seuls moyens possibles qui peuvent conduire à un avenir meilleur.

## **1. Regarder en Arrière avec le Recul Prémonitoire.**

Alors même que les gens luttent pour s'habituer aux scènes sensationnelles de violence et de souffrance, l'attention de nombreux dirigeants politiques, diplomates et académiciens s'est

ournée vers le passé à la recherche d'explications et de boucs émissaires pour les événements qui se déroulent actuellement. Des signes avant-coureurs qui avaient été ignorés, des erreurs et des omissions de la diplomatie, des échecs à agir plus tôt ou avec plus de force ont été identifiés dans la révolution de Maïdan de 2014, qui a été rapidement suivie par l'invasion de la Crimée, la révolution orange de 2004, la dépendance croissante de l'Europe Occidentale à l'égard de l'énergie russe et l'incapacité à tenir compte des efforts répétés de la Russie pour arrêter l'expansion de l'OTAN vers l'Est ou pour être admise parmi les membres de l'OTAN.

Certains ont retrouvé l'origine des événements récents encore plus loin dans les circonstances, les promesses et les actions qui ont immédiatement suivi la fin de la guerre froide et l'éclatement de l'Union Soviétique, en se concentrant sur des différences politiques et culturelles fondamentales plus profondes telles que la démocratie contre l'autocratie, ou l'individualisme contre le collectivisme ou le passé impérial de la Russie – des facteurs qui étaient auparavant écartés mais qui apparaissent soudainement comme des obstacles insurmontables à la paix future.

Dans le même temps, l'attention a été tournée vers le futur pour imaginer la cessation définitive des combats, l'avenir de l'Ukraine et de son peuple, la confrontation croissante entre la Russie et l'OTAN, les implications pour les relations futures avec la Chine, le retrait de la mondialisation des marchés et du système financier international, et la relance de la course aux armements nucléaires et conventionnels de la guerre froide. Et le recours à des sanctions économiques et financières sans précédent est susceptible de stimuler une reconfiguration du système financier international. La vulnérabilité des chaînes d'approvisionnement mondiales a incité à revenir à l'autosuffisance, ce qui a incité certains à annoncer la fin de la mondialisation ou son renversement. Il est déconcertant de voir à quelle vitesse les possibilités acceptables semblent avoir disparu et piégé l'humanité sur une voie irréversible.

Il est facile de voir les terribles avertissements écrits sur le mur qui nous fait face, et plus difficile de regarder au-delà des apparences vers les opportunités latentes qui attendent de refondre notre monde. Supposer le pire dans les mauvais moments donne un sentiment de sagesse et de certitude qui sanctionne et dynamise ce que nous craignons le plus. Se concentrer sur les fissures et les crevasses de cette vision, nous indique les opportunités cachées d'une transformation rapide et radicale, à une époque où les structures et les modes de vie dominants, doivent changer aussi radicalement que la vie derrière le rideau de fer a changé après 1990. Y sommes-nous disposés et préparés ?

Rétrospectivement, il est évident que la succession soudaine et presque miraculeuse d'événements qui ont conduit à la chute du mur de Berlin, à la réunification de l'Allemagne, à la dissolution de l'empire soviétique et de l'URSS elle-même, s'est accompagnée de graves maladroites, de problèmes non résolus et d'occasions manquées qui devaient finir par revenir nous hanter comme ils le font aujourd'hui. Parmi ces erreurs et omissions, deux se distinguent entre toutes : l'incapacité à mettre en place un système mondial de sécurité coopérative véritablement inclusif qui protégerait les droits de toutes les nations et l'incapacité d'éliminer complètement les armes nucléaires après que la doctrine de la destruction mutuelle assurée ait été rejetée comme obsolète. La résolution des problèmes sous-jacents au conflit actuel en Ukraine dépendra en fin de compte du courage, de la sagesse et de la vision des dirigeants mondiaux de s'attaquer à ces deux questions.

## **2. Regarder vers l'Avenir avec Incertitude et Nostalgie**

Le sentiment qui prévaut aujourd'hui est l'incertitude de plus en plus anxieuse quant à l'avenir. L'incertitude est un signe de la confusion qui apparaît invariablement dans les moments de changement radical. C'est aussi un signe de reconnaissance du fait que les idées, les postulats, les hypothèses, sur lesquels nous avons travaillé jusqu'à présent peuvent ne plus être valables. La conscience des limites de nos connaissances et croyances actuelles constitue une forme de conscience de soi et d'humilité qui peut ouvrir des opportunités inattendues que personne n'a prévues.

En essayant de prévoir l'avenir, il est sage de connaître les limites de notre connaissance et de l'instrument mental, des idées, des faits et de la compréhension sur lesquels elle est basée. Qui d'entre nous a eu la vision de prévoir les événements révolutionnaires qui ont suivi rapidement après la chute du mur de Berlin jusqu'à la naissance de l'Internet mondial ? Comme l'ancien président de l'AMAS, Harlan Cleveland, l'a observé dans l'un de ses derniers discours enregistrés,

*Bien que le changement politique ait évolué rapidement à d'autres époques et en d'autres lieux, il est difficile de penser à un moment historique avec un taux d'accélération comparable. Un observateur a déclaré qu'en 1989, l'éviction d'un parti communiste avait duré environ 10 ans en Pologne, dix mois en Hongrie, dix semaines en Allemagne de l'Est, dix jours en Tchécoslovaquie et dix heures en Roumanie. L'histoire réelle ne vient pas enrobée aussi soigneusement, mais la remarque nous rappelle cette cascade de surprises politiques qui a rempli nos écrans de télévision à l'automne 1989 et à nouveau à l'automne 1991, lorsque l'Union Soviétique elle-même s'est effondrée et que ses républiques ont commencé à essayer de recoller les morceaux. [4](#)*

En juillet 1989, le président Gorbatchev et le chancelier Kohi se sont rencontrés en privé et ont discuté de l'avenir de l'Europe. Ils sont tous deux convenus que la réunification allemande était inévitable. Mais ils ont également convenu que cela pourrait bien prendre 30 ou 50 ans, voire plus, pour que cela se produise. Dans les 12 mois qui ont suivi leur rencontre, c'est devenu une réalité. Avec le recul, il y a d'innombrables chercheurs qui peuvent expliquer les événements qui se sont déroulés après l'été 1989. Mais au cours de la période au cours de laquelle ils se sont produits, très peu, voire personne, de part et d'autre du rideau de fer, n'avait prévu avec précision les événements qui se sont ensuite déroulés en succession rapide pour inaugurer une nouvelle ère de paix, de commerce et d'interrelations sans précédent entre les peuples et les nations du monde.

Cet aveuglement sur ce qui allait arriver n'était pas non plus une aberration historique. À la fin de la Seconde Guerre Mondiale, les puissances impériales alliées étaient soucieuses de maintenir leurs empires dans le monde entier, bien qu'elles aient mené une guerre pour arrêter la construction d'empires impériaux par leurs adversaires de l'Axe. Pourtant, en quelques décennies, un tiers de l'humanité a été libéré de l'oppression impériale et les 51 membres fondateurs originaux de l'ONU se sont multipliés pour atteindre 120, puis 150 et finalement les 193 membres que nous avons aujourd'hui.

Notre réponse à l'incertitude dépend de nos attitudes et de nos attentes. Pour des dizaines de millions d'anciens citoyens et alliés soviétiques, l'avenir en 1989-90 était rempli de bonne volonté pour leurs anciens ennemis occidentaux et d'euphorie naïve quant à un avenir meilleur sous la démocratie et le capitalisme. Lorsque la dissolution de l'URSS a été annoncée à la fin de 1991, j'ai demandé au directeur d'un institut économique russe à Moscou quel serait, selon lui, l'impact de l'éclatement de l'empire sur une économie soviétique étroitement intégrée.

Avec le pessimisme russe si caractéristique, il a prédit une chute de 50% du PIB par habitant. Quand j'ai protesté qu'une telle catastrophe dépassait de loin l'impact de la Grande Dépression, il a haussé les épaules –seule voix dissidente parmi les prophètes d'une prospérité rapide. J'étais stupéfait d'incrédulité. Il s'est avéré que nous avons tort tous les deux. La baisse moyenne réelle dans les anciennes républiques soviétiques a été de 54%. Et il a fallu de nombreuses années pour que la majorité des citoyens de l'ancien bloc soviétique retrouvent la sécurité qu'ils avaient perdue à l'époque et dépassent leur niveau de vie antérieur sous le communisme. Regarder vers l'avenir prophétiquement est une profession dangereuse de toute façon, que l'on soit optimiste ou pessimiste. La prospective n'est jamais aussi fiable que le recul, quelles que soient la conviction et l'enthousiasme avec lesquels elle est prédite.

De même, l'incertitude croissante de l'Occident prospère aujourd'hui apparaît différemment lorsqu'elle est vue sous différents angles. Beaucoup de ceux qui sont plus préoccupés par la destruction de l'environnement de la terre et la menace catastrophique du changement climatique peuvent regarder avec soulagement un ralentissement ou un renversement de la croissance économique. Et les plus de 140 nations qui se trouvent en dehors du système de sécurité collective occidental peuvent ne pas se sentir rassurées par la force ou la cohésion croissante de l'OTAN, car elles ne sont pas protégées par son parapluie de sécurité.

### 3. De la Sécurité Concurrentielle à la Sécurité Coopérative

En effet, c'est un tel manque d'appréciation pour les perspectives autres que les nôtres qui a conduit les États-Unis et l'OTAN à sous-estimer et à ignorer la grave menace à la sécurité perçue par la Russie lorsque l'Occident a commencé à se retirer des engagements qu'il avait pris de garder l'OTAN hors de la sphère de sécurité Russe dans les années 1990. En octobre 1994, un rapport de la Commission Internationale pour la Paix et l'Alimentation (CIPA - ICPF) intitulé *Possibilités hors du commun : Agenda pour la paix et le développement équitable (Uncommon Opportunities: Agenda for Peace and Equitable Development)*, a été publié par Harlan Cleveland à l'Assemblée Générale de l'AMAS Minneapolis, puis par Gus Speth, administrateur du PNUD à New York et Federico Mayor, directeur général de l'UNESCO à Paris, avant d'être officiellement soumis au Secrétaire Général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, avec l'approbation personnelle de Gorbatchev. Parmi ses recommandations, le rapport souligne la nécessité d'un changement radical de la doctrine de sécurité d'un système national compétitif à un paradigme de sécurité coopératif mondial. [5](#)

Dans un chapitre rédigé par Jasjit Singh, expert en sécurité internationale et membre de la l'AMAS, le rapport de la CIPA a fait valoir :

*Le paradigme de la sécurité compétitive est une approche égocentrique centrée sur l'État dans laquelle la sécurité de chaque nation est perçue en termes de supériorité militaire sur des adversaires potentiels. La pression de chaque nation pour une sécurité illimitée par la puissance militaire est intrinsèquement déstabilisante, car elle augmente inévitablement le niveau d'insécurité des autres États souverains. Dans la pratique, l'effort des nations pour s'armer contre les menaces extérieures perçues génère un sentiment d'insécurité parmi les autres nations et les oblige à leur tour à accroître leur préparation militaire, déclenchant ainsi une spirale vicieuse, comme ce fut le cas pendant la guerre froide. Lorsque l'OTAN et le Pacte de Varsovie se sont armés au point où la confrontation directe est devenue trop risquée, la suspicion mutuelle et l'insécurité les ont conduits à se battre par le biais de guerres par procuration dans le monde en développement. Chaque mouvement de l'une ou l'autre partie était perçu comme une menace potentielle pour la sécurité, ce qui a incité l'autre à riposter.*

*Aggravée par l'instabilité inhérente aux armes nucléaires, cette doctrine a conduit à l'anomalie de l'augmentation de la puissance militaire et de la diminution constante de la sécurité nationale et internationale. [6](#)*

Le rapport appelait à prendre des mesures pour empêcher la perpétuation de ce paradigme défectueux de sécurité concurrentielle.

*C'est une occasion qui exige un leadership visionnaire et courageux pour inaugurer un monde meilleur. Les enfants du prochain millénaire nous jugeront sur notre réponse... Historiquement, tous les changements marquants dans le système politique et de sécurité international ont été le résultat de conflits armés, de guerres et de révolutions. Dans chaque cas, les vainqueurs qui ont émergé des cendres de la guerre ont cherché à construire sur une formule statique pour imposer la paix dans un monde dynamique. Dans chaque cas, les arrangements de cessation des conflits contiennent un dynamisme qui produira les tensions, les différends et les conflits de l'avenir. Ces limitations et déséquilibres intégrés résistent à l'ajustement jusqu'à ce qu'une nouvelle série de combats balaye l'ancien cadre et le remplace par un autre, façonné à peu près de la même manière. [7](#)*

Il n'est pas étonnant qu'à mesure que l'OTAN s'est développée au cours des dernières décennies, les appels lancés par les dirigeants russes, y compris Poutine, à l'admission de la Russie à l'OTAN sont devenus de plus en plus pressants. Pendant ce temps, les objections russes à l'élargissement de l'OTAN pour inclure d'anciens alliés russes sont devenues de plus en plus véhémentes. Lors d'une réunion des ambassadeurs de l'OTAN à Split en mai 2013, une délégation de l'AMAS a interrogé les responsables de l'OTAN sur le rôle futur qu'ils percevaient pour la Russie dans l'alliance. Notre question a été accueillie par un silence assourdissant. L'année suivante, Poutine envahit la Crimée.

Le refus de l'OTAN d'admettre la Russie ou d'interdire l'admission future de l'Ukraine n'est pas une justification suffisante pour l'agression de la Russie, mais c'est la preuve d'une incapacité généralisée des dirigeants à comprendre la profondeur et l'intensité des préoccupations qui ont finalement conduit à la guerre. Et c'est une indication que les efforts visant enfin à répondre aux préoccupations de sécurité en suspens de toutes les parties doivent achever le travail laissé en suspens il y a trois décennies.

Nous nous trouvons une fois de plus dans la position prévue par le rapport de la CIPA il y a un quart de siècle :

*Nous sommes maintenant à un carrefour historique : une voie nous ramène à un paradigme de sécurité concurrentielle statique, instable et exclusif ; l'autre conduit à un paradigme de sécurité coopérative beaucoup plus stable et dynamique, incluant toutes les nations et répondant aux besoins et aux défis futurs. Un système mondial de sécurité coopérative est nécessaire pour renforcer la sécurité nationale sans accroître l'insécurité des autres États. Elle doit reposer sur le principe fondamental selon lequel la force ne sera plus tolérée par la communauté internationale en tant qu'instrument légitime de politique nationale. [8](#)*

#### **4. Armes Nucléaires**

La deuxième menace insoluble à la sécurité à laquelle le monde n'a pas réussi à faire face à la fin de la guerre froide est celle posée par les armes nucléaires. Malgré une réduction spectaculaire des ogives nucléaires par la Russie et les États-Unis, qui sont passées de plus de

64 000 à la fin des années 1980 à moins de 13 000 aujourd'hui, le nombre d'États dotés d'armes nucléaires a presque doublé, passant de cinq à neuf, et la menace continue des armes nucléaires est soudainement devenue plus réelle et imminente qu'à tout autre moment depuis la crise des missiles cubains.

Les conséquences catastrophiques d'une guerre nucléaire totale sont trop horribles pour être imaginées. En outre, l'impact environnemental potentiel de l'explosion ne serait-ce que d'un pour cent des arsenaux nucléaires actuels aurait un impact si grave sur le climat, la production agricole et l'approvisionnement alimentaire mondial de la planète qu'il dépasserait les pires scénarios du GIEC des ravages qui accompagneront le réchauffement climatique.

Mais même si aucune arme n'est jamais utilisée, la présence continue et la « légitimité » perçue de la menace d'utiliser des armes nucléaires ont déjà sapé les principes fondamentaux des relations internationales et de l'état de droit mondial. Si une superpuissance nucléaire comme la Russie peut utiliser la menace de représailles nucléaires comme une arme offensive pour empêcher la communauté internationale de défendre les droits souverains de l'Ukraine contre une invasion étrangère, alors que fera le monde si une Corée du Nord, un pays encore plus petit ou un groupe terroriste obtient et menace d'utiliser des armes nucléaires pour prévenir toute ingérence dans leurs actes flagrants de chantage et d'agression contre leurs voisins ?

La menace la plus insidieuse de ces armes et d'autres armes de destruction massive est qu'elles menacent le caractère sacré des principes mêmes sur lesquels reposent les relations internationales. Même si nous n'avons pas le pouvoir d'imposer la destruction physique de toutes les armes nucléaires, l'humanité a le pouvoir d'adopter immédiatement des mesures plus limitées pour réduire considérablement la menace d'une guerre nucléaire. La première étape immédiate la plus pratique serait l'adoption universelle de Garanties de Sécurité Négatives (GSN) par tous les États dotés d'armes nucléaires.

Une GSN est une garantie donnée par un État nucléaire qu'il n'utilisera pas ou ne menacera pas d'utiliser des armes nucléaires contre un État non nucléaire. Dans le passé, les cinq États dotés d'armes nucléaires signataires du Traité sur la Non-Prolifération des armes nucléaires (TNP) ont pris plusieurs engagements concernant des Garanties de Sécurité Négatives. En avril 1995, les cinq premiers États dotés d'armes nucléaires à l'origine ont promis des Garanties de Sécurité Négatives aux États non dotés d'armes nucléaires, parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, comme cela est indiqué dans la résolution 984 (1995) du Conseil de Sécurité. [9](#) Malgré les efforts persistants déployés dans le cadre du TNP et du Comité du désarmement, les Garanties Négatives de Sécurité négatives n'ont pas encore été rendues universellement contraignantes sur le plan juridique. [10](#) Le Global Security Institute (GSI) et d'autres ont souligné le risque extrême de conflit nucléaire généré par le conflit ukrainien et ont appelé à une résolution de l'Assemblée Générale réaffirmant l'importance essentielle des GSN pour limiter les conséquences potentielles des combats en Ukraine.

La deuxième étape la plus urgente serait l'adoption universelle par tous les États dotés d'armes nucléaires d'une politique de non-recours en premier, telle que préconisée par les partenaires de l'AMAS comme le GSI, les Parlementaires pour la non-prolifération et le désarmement nucléaires, European Leadership Network et de nombreuses autres organisations.

La crise ukrainienne est un appel à faire face à une menace bien plus grande pour l'humanité que les combats prolongés en Europe de l'Est. Tant que la menace d'une guerre nucléaire ne sera pas complètement abolie, tous nos efforts pour édifier un système de sécurité et de

gouvernance pacifique permanent pour la communauté mondiale ne pourront jamais être réalisés.

## 5. Faits et Mythes sur l'Universalité Culturelle et les Conflits Irréconciliables

On fait valoir une fois de plus que le conflit entre la Russie et l'OTAN et les tensions croissantes entre la Chine et l'Occident ces dernières années sont les signes d'un conflit inévitable entre les cultures fondées sur des valeurs démocratiques et celles fondées sur l'autocratie. La renaissance de cette thèse fait appel à sa simplicité et à son précédent historique, mais elle ne survivra peut-être pas à une réflexion plus approfondie. L'intolérance de l'autocratie en Occident et la méfiance à l'égard de la démocratie en Chine et en Russie sont un stéréotype trop simpliste.

Historiquement, l'évolution progressive de diverses formes d'autocratie à la démocratie se produit depuis des siècles dans les pays du monde entier. Aucune culture ne peut prétendre au monopole des formes monarchiques, féodales et impériales de gouvernement. Personne ne peut prétendre qu'il a été exempté de tendances autocratiques dans le passé. Aujourd'hui encore, nous sommes choqués par sa montée en puissance dans des bastions démocratiques comme la France et les États-Unis. Dans le même temps, la démocratisation économique a fait de grands progrès en Chine jusqu'à ce que les progrès continus de la Chine soient perçus comme une menace pour la domination économique occidentale. Et la Russie a fait des progrès considérables vers un système politique plus libéral jusqu'à ce que ses efforts pour être admis sur un pied d'égalité avec la société occidentale aient été continuellement rejetés avec méfiance. En conséquence, les deux pays perçoivent maintenant l'Occident comme une menace.

Pour agrandir leur propre pouvoir, les Poutine et les Trump du monde créent des murs qui nous divisent par la peur, la suspicion, la colère et l'arrogance, mais ces murs peuvent être abattus. Ne légitimons pas maintenant ces tactiques de division égoïstes en reconstruisant un mur mental ou culturel impénétrable.

En période de menace extérieure perçue, l'autorité centralisée au niveau national gagne en prévalence, comme l'illustrent les actions unilatérales du gouvernement américain contre les immigrants japonais pendant la Seconde Guerre Mondiale et les motifs falsifiés de l'invasion américaine de l'Irak en 2003 sur la base de preuves fabriquées d'une menace nucléaire. Cela se produit également à des moments où les forces sociales internes sapent la confiance des gens dans les perspectives d'avenir offertes par leur propre système, comme l'attrait du communisme aux États-Unis pendant la Grande Dépression. Même en période de prospérité relative, comme celle dont jouissent actuellement les Américains, les changements rapides et radicaux dans la technologie, l'économie, l'immigration, les valeurs sociales, les relations interreligieuses et interculturelles peuvent générer une menace perçue pour l'identité nationale qui ravive les tendances antidémocratiques ultra-conservatrices et réactionnaires.

Il est vrai que quelque 40 pays ont choisi de s'abstenir de prendre parti lors du vote de l'Assemblée Générale sur l'invasion de l'Ukraine par la Russie pour diverses raisons. Certains, sans aucun doute, étaient sous pression ou obligés envers la Russie. Mais certains ont également perçu que l'attribution massive de la responsabilité à la Russie était une simplification grossière des problèmes, qui ne tenait pas compte des violations similaires de la souveraineté nationale par d'autres pays et des préoccupations légitimes de la Russie en matière de sécurité.

Il est juste de reconnaître et de prendre en compte les différences réelles dans les valeurs politiques, sociales et culturelles actuelles, mais c'est une erreur de conclure que les distinctions

actuelles sont des différences absolues et immuables. La notion d'un fossé culturel permanent entre les peuples du monde ne tient pas compte de l'évolution récente des nations les plus avancées sur le plan économique. La Déclaration d'Indépendance Américaine proclamait que tous les hommes sont créés égaux, mais les hommes mentionnés étaient des propriétaires blancs, chrétiens et anglophones qui constituaient moins de cinq pour cent de la population. La démocratie anglaise de l'époque admettait une partie comparable de sa population. Ni l'une ni l'autre ne reconnaissait l'égalité des droits des femmes, des Noirs, des esclaves, des minorités religieuses ou des indigents. Les femmes n'ont obtenu le droit de vote dans les deux pays que dans les années 1920. L'esclavage et la traite des esclaves occupaient une place importante parmi les nations les plus « civilisées » du monde au cours du 18<sup>ème</sup> siècle. L'Amérique a dû mener une guerre civile sanglante pour éradiquer le droit légal à l'esclavage. Au cours des 150 dernières années, elle a mené des batailles juridiques pour l'égalité des femmes et des Noirs qui se poursuivent dans les salles d'audience à travers le pays. Sur beaucoup de ces questions, presque toutes les nations sont socialement plus libérales et avancées que l'Occident ne l'était dans les années 1950. Même à l'époque où les démocraties occidentales vantaient les valeurs consacrées dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, un tiers de l'humanité était opprimé de force par les citoyens des colonies impériales du monde entier. Aucune des plus grandes démocraties du monde n'était disposée à accorder force de loi à la DUDH en 1948.

L'illusion de différences irréconciliables avec la Russie a été brisée pour moi lors de ma toute première visite à Moscou en août 1989, lorsque tous les stéréotypes de la fracture culturelle se sont dissous devant l'humanité des cœurs et des esprits. L'âme russe est celle d'un anarchiste gardé temporairement secret par une autorité extérieure, comme ses impulsions religieuses l'ont été pendant 70 ans de communisme, pour exploser avec une passion renouvelée depuis 1990. Reconnaissons les différences réelles imposées par la politique dominante – comme les vagues de l'ultra-conservatisme MAGA qui balayent l'Amérique aujourd'hui – sans commettre l'erreur de diviser l'humanité en cultures incompatibles hermétiques. Chaque nation a ses talibans et d'autres types d'extrémisme. L'assimilation pacifique des immigrants du monde dans la culture américaine libérale est la preuve que les contradictions sont en grande partie temporelles, spéciales et circonstancielle, plutôt que fondamentales, et qu'elles évoluent avec le temps. En période de stress, le pendule social peut rapidement passer d'un extrême à l'autre, comme il l'a fait aux États-Unis après qu'Obama ait terminé deux mandats en tant que premier président afro-américain. Aucune société n'a le monopole de l'autocratie et du fondamentalisme. Pour agrandir leur propre pouvoir, les Poutine et les Trump du monde créent des murs qui nous divisent par la peur, la suspicion, la colère et le pharisaïsme, mais ces murs peuvent être abattus. Ne légitimons pas maintenant ces tactiques de division égoïstes en reconstruisant un mur mental ou culturel impénétrable, qui a mis tant de décennies à abattre.

Une autre complication est apparue dans le cas de la guerre en Ukraine, comme l'a observé Jonathan Granoff. C'est l'incapacité des nations à différents stades de l'évolution socio-politique de comprendre pleinement leurs conduites réciproques. Afin d'instaurer la confiance et de fournir une base fiable pour les relations, la diplomatie exige un sentiment de stabilité, de continuité et de fiabilité dans les positions adoptées par les parties des deux côtés. Les gouvernements autocratiques attendent un niveau de continuité que les changements fréquents de direction communs dans les démocraties sont souvent incapables de fournir. Ainsi, les assurances verbales des gouvernements américains à la Russie à la fin de la guerre froide ont été confondues avec des garanties à long terme pour la sécurité russe à tel point que même les accords écrits n'ont pas été initialement jugés essentiels. Alors que les dirigeants successifs démocratiquement élus en Occident ne se sont pas sentis liés par les assurances et les engagements oraux pris par leurs prédécesseurs de différentes tendances politiques. La

remarquable aura de confiance qui régnait entre l'Est et l'Ouest à la fin de la guerre froide s'est transformée progressivement en déception, en sentiment de trahison et de colère, alors qu'elle subissait différentes interprétations et mutations par les gouvernements successifs. En l'absence d'institutions multilatérales efficaces et habilitées à arbitrer et à faire respecter les accords, les différences culturelles, même passagères, peuvent entraîner de graves malentendus et conflits. Les enjeux sont donc bien réels, même s'ils ne sont pas nécessairement inconciliables de façon permanente.

Rien de ce qui s'est passé ne peut justifier moralement les souffrances causées par l'invasion russe de l'Ukraine, pas plus qu'il ne pourrait justifier la conduite inhumaine des nazis pendant la Seconde Guerre Mondiale que la Russie prétend malhonnêtement être le type de conduite qu'elle combat maintenant en Ukraine. Mais après 1945, l'Europe occidentale a appris de ses erreurs passées plutôt que de les répéter. Les anciens ennemis se sont embrassés et se sont lancés dans l'expérience la plus grande et la plus réussie entreprise jusqu'à présent pour transcender le côté pernicieux du nationalisme et de l'impérialisme en faveur de la coopération et de l'intégration régionales à une échelle sans précédent. Nous aussi, nous serions bien avisés de tirer les leçons du passé et de chercher à trouver des solutions fondées sur cette réalisation remarquable, plutôt que de nous replier sur les pratiques avortées du passé.

L'Ukraine a survécu à l'invasion russe précisément parce qu'elle a rappelé aux peuples et aux nations du monde entier la valeur de leur ressource la plus précieuse : la liberté. Personne n'imaginait que les nations d'Europe s'uniraient pour défendre l'Ukraine face à la menace de la Russie de couper les approvisionnements énergétiques vitaux. L'aspiration à la liberté qui a stimulé les luttes pour la liberté américaine, française, russe, indienne et d'innombrables autres luttes pour la liberté dans le passé est toujours vivante dans le cœur de tous les êtres humains et attend que son heure éclate. Le monde est divisé par de graves barrières politiques, sociales, économiques et culturelles, mais à un niveau plus profond, nous partageons des aspirations communes à la liberté et à la sécurité humaine qui peuvent être supprimées pendant un certain temps mais jamais éradiquées. Aucun pays ou culture ne peut prétendre à un monopole culturel qui lui soit imposé.

L'idée que les valeurs universelles représentent un effort pour imposer les préjugés culturels d'une partie de l'humanité à tous les autres est à la fois une simplification grossière et une distorsion de la réalité. Car ce à quoi nous assistons aujourd'hui n'est pas la superposition massive d'un ensemble de valeurs sur toute l'humanité, mais plutôt un mélange, une synthèse et une intégration de plus en plus riches et complexes de différentes perspectives culturelles pour forger une culture mondiale composite de tolérance inégalée pour les différences et de reconnaissance d'un niveau d'égalité sociale jamais atteint auparavant par la civilisation humaine. L'évolution de la culture mondiale est une réalisation de l'humanité, pas une victoire pour une culture particulière. Et au fur et à mesure qu'elle se poursuit, nous pouvons nous attendre à une variété croissante plutôt qu'à une uniformité, car les valeurs spirituelles universelles de l'Orient ont déjà si profondément pénétré la pensée et les traditions religieuses de l'Occident.

L'adoption de valeurs humaines universelles a été et continuera d'être un processus évolutif bien plus que culturel. Elle est favorisée dans des conditions qui assurent la sécurité physique des individus et des communautés contre les menaces extérieures, la sécurité économique et l'emploi rémunérateur, ainsi que l'élévation des niveaux d'éducation et d'autres formes de sécurité humaine universellement recherchées et chéries. Lorsque l'une de ces valeurs est menacée, le repli vers l'autorité gagne en attrait. La reconnaissance de cette vérité explique

pourquoi 193 nations du monde ont approuvé à l'unanimité les 17 Objectifs de Développement Durable qui sont un effort pour transformer les valeurs universelles idéalistes affirmées dans la DUDH en réalités pratiques et de terrain dans la vie de leurs citoyens.

En même temps, il est vrai que plusieurs sous-motifs de cette progression évolutive compliquent la question et génèrent de véritables sources de conflits en cours de route. Le premier est l'hétérogénéité croissante au sein des sociétés qui entraîne des tensions entre les communautés les plus instruites, urbaines et cosmopolites et les parties plus insulaires et homogènes de la société moins exposées à d'autres influences culturelles, comme le montre le fossé urbain-rural en Amérique, qui devient plus important et provocateur à mesure que la vitesse de la mondialisation augmente.

Cette réaction a été encore aggravée par l'intrusion rapide d'Internet dans des communautés auparavant isolées et l'exploitation consciente de ces différences par les partis politiques, les intérêts financiers et, dans le cas de la Russie et de l'Occident, par l'impact polarisant intentionnel des fausses nouvelles et de la propagande, qui démontrent à quel point même les sociétés les plus instruites peuvent être sensibles et vulnérables aux efforts visant à militariser les conflits sociaux et culturels.

## **6. La Solution aux Défis Mondiaux Exige une Perspective Mondiale**

Le problème avec une grande partie de la discussion sur l'avenir que nous pouvons avoir aujourd'hui, est qu'elle est menée du point de vue et en tenant compte des intérêts des groupes de parties prenantes particulières à un moment où ce qu'il faut, c'est penser à des solutions qui répondront à l'incertitude, à l'anxiété, aux aspirations et aux préoccupations de toute l'humanité. C'est le genre de leadership de pensée dont le monde a besoin pour éviter de répéter les erreurs de 1945 et 1991.

En 2019-2020, l'AMAS a collaboré avec l'Office des Nations Unies à Genève (ONUG) à un projet intitulé « Leadership Mondial au 21<sup>e</sup> siècle ». L'objectif était de combler le vide de leadership au niveau mondial. Ce déficit de leadership dans la pensée et l'action s'est creusé pendant des décennies en raison de la vitesse et de la complexité croissantes des interrelations sociales mondiales et du manque de soutien des États membres de l'ONU aux institutions multilatérales, combinés à leur refus persistant d'accroître l'accès à l'ONU pour d'autres groupes de parties prenantes importants, en particulier les ONG, les représentants des générations futures, universités, le monde des affaires et de la finance. Le rapport conjoint AMAS-ONUG de septembre 2020 comprenait 24 stratégies catalytiques visant à renforcer l'efficacité du leadership mondial sous cinq grandes rubriques: redéfinir le multilatéralisme, pérenniser la paix et la sécurité humaine, mobiliser la société civile, financer la mise en œuvre des ODD et transformer l'éducation. [11](#)

L'incapacité du système de l'ONU à jouer un rôle de premier plan dans la crise ukrainienne rappelle la façon dont il a été contourné par les grandes puissances dans le traitement des crises précédentes, telles que la guerre en Afghanistan de 2001, l'invasion de l'Irak en 2003, la guerre civile syrienne de 2011 et d'innombrables autres exemples. L'incertitude à laquelle le monde est confronté aujourd'hui est en grande partie le résultat du refus des États-nations de conférer suffisamment de pouvoir aux institutions du droit international et de la gouvernance, ce qui est si essentiel pour faire face efficacement aux menaces mondiales telles que les pandémies, la sécurité mondiale et le changement climatique.

L'ONU a été créée et financée par les États membres et elle ne peut être aussi forte et efficace que ses membres lui permettent de l'être. Le repli sur le modèle de la Guerre Froide d'un monde divisé en blocs de pouvoir est voué à l'échec. La crise actuelle offre l'occasion de compenser nos échecs collectifs de 1945 et 1991 et de mettre en place le type d'institutions et de leadership nécessaires pour faire face à l'incertitude et à l'insécurité au 21<sup>e</sup> siècle.

## 7. Sécurité Humaine

L'incertitude et l'insécurité actuelles ne sont pas seulement minées par les faiblesses institutionnelles. Elles sont également gravement affaiblies par les concepts et les dogmes dominants. Les trois défis les plus pressants auxquels l'humanité a été confrontée ces dernières années – la pandémie de COVID-19, les conséquences et les répercussions de l'invasion de l'Ukraine et la crise climatique existentielle – partagent tous plusieurs points communs. Aucun d'entre eux ne peut être traité efficacement par des États-nations individuels agissant unilatéralement, par les politiques fragmentaires d'institutions spécialisées agissant séparément et indépendamment, les unes des autres. Pour relever ces défis, il faut une action collective coordonnée de la communauté mondiale dans son ensemble, agissant dans et par l'intermédiaire du système multilatéral.

L'idée même que la sécurité peut être obtenue par 2 000 milliards de dollars de dépenses militaires annuelles est profondément erronée et était censée avoir été discréditée il y a trente ans lorsque les dépenses militaires ont diminué d'un tiers en trois ans et que les accords de contrôle des armements ont conduit à une réduction de 80% du stock d'armes nucléaires. L'augmentation récente à des niveaux record des dépenses militaires, qui devraient maintenant encore augmenter considérablement en raison de la guerre en Ukraine, reflète le fait que nous avons déjà oublié les leçons apprises au cours des 40 années de Guerre Froide et que nous n'avons pas réussi à renforcer les institutions nécessaires pour empêcher que les erreurs commises après la Seconde Guerre Mondiale ne se reproduisent.

Le problème de la sécurité aujourd'hui ne se limite pas à la guerre entre nations. Aucune guerre depuis 1945 n'a eu autant d'impact sur la sécurité de la société mondiale que la pandémie de COVID-19 en termes de pertes en vies humaines, de coûts économiques, de paralysie économique, de blocage des transports, de fermeture d'usines et d'entreprises, de fermeture d'écoles et de collèges, de pertes d'emplois et de revenus. Et ces pertes temporaires sont insignifiantes comparées aux conséquences anticipées et imminentes du changement climatique, qui affecteront toutes les nations, toutes les régions et tous les niveaux de la société mondiale à long terme.

Aujourd'hui, la solution à la guerre en Ukraine est principalement considérée en termes militaires par les deux parties. Mais une solution militaire, quelle qu'en soit la description, laissera sans réponse les causes profondes sous-jacentes qui ont conduit au conflit en premier lieu. Plus les ressources sont investies dans une course aux armements des deux côtés, plus l'insécurité, l'instabilité et la perspective d'une violence accrue à l'avenir sont grandes. Est-ce le genre de solution et le genre de monde vers lequel nous devrions nous diriger ?

Les véritables menaces à la sécurité aujourd'hui sont des menaces qui ont un impact sur toutes les dimensions de la vie de la société mondiale – politique, économique, sanitaire, éducative, communautaire, personnelle et environnementale. Elles comprennent toutes les questions identifiées et traitées par les 17 Objectifs de Développement Durable. Et elles sont toutes interreliées, interconnectées et interdépendantes les uns des autres, de sorte qu'elles défieront

les efforts visant à les traiter de la manière fragmentaire et fragmentée qui prédomine maintenant. Et nous devons ajouter à la liste traditionnelle des menaces à la sécurité de nouvelles menaces qui n'étaient pas envisagées dans le rapport initial du PNUD sur la sécurité humaine en 1994 ou dans les 17 ODD et 169 cibles inclus dans l'Agenda 2030. Prenons, par exemple, Internet qui rend les démocraties et les autocraties socialement vulnérables, qu'elles soient économiquement toutes-puissantes ou impitoyablement autoritaires vis-à-vis de leurs propres populations. Car aujourd'hui, nous sommes également confrontés à de graves menaces à la sécurité personnelle, sociale, nationale et mondiale provenant d'autres directions – crise financière, fausses nouvelles, cyberguerres, intelligence artificielle, fragmentation et polarisation sociales croissantes, et déclin de la confiance dans les grandes institutions sur lesquelles reposent toutes nos réalisations actuelles.

La seule solution viable à la sécurité humaine est d'aborder toute la gamme des menaces d'une manière globale et intégrée qui considère toutes ces dimensions comme des aspects d'une question et d'un objectif uniques - promouvoir la sécurité humaine pour tous les peuples et toutes les nations partout dans le monde. Nous devons abandonner les points de vue partisans étroits des États-nations concurrents et nous unir pour promouvoir le concept de sécurité humaine pour les peuples du monde entier.

## 8. Observations et Conclusions

Le présent document se termine par quelques observations et suggestions essentielles.

1. Le droit international est le fondement de la paix et de la sécurité humaine : la guerre a toujours impliqué des crimes terribles contre les droits de l'homme, la dignité, la justice et les valeurs universelles. Mais jamais auparavant le monde entier n'avait été témoin de ces infractions de près, de première main, et ne s'était senti aussi indigné par leur existence continue. L'indignation morale ne suffit pas à les éradiquer. Cela ne peut se faire qu'en établissant un cadre juridique institutionnel dans lequel aucune nation n'est exemptée et aucune nation ne peut exercer un pouvoir démesuré de veto à la condamnation par la communauté mondiale. Le refus des États-nations de céder leur autorité à un système mondial nous a tous rendus vulnérables. Le mépris de la Russie pour l'autorité mondiale a son homologue antérieur dans l'exemple d'autres pays au Vietnam, en Afghanistan, en Irak, en Syrie et ailleurs.
2. Conscience sociale mondiale émergente : Le droit est la codification de la conscience publique. La loi exécutoire n'est pas déterminée par ce qui est écrit dans les lois, mais par ce que le grand public accepte, approuve et exige d'appliquer. Le consensus du public américain fracturé politiquement et socialement polarisé sur la réponse appropriée à l'Ukraine n'était certainement pas ce à quoi Poutine s'attendait. Ni l'unité tout aussi remarquable des nations dépendantes de l'énergie de l'Union Européenne pour affirmer leur indépendance à un moment de vulnérabilité maximale. Ni le basculement radical de l'opinion publique au sein de la Suède, de la Finlande et de la Suisse traditionnellement neutres qui renoncent à la neutralité face à l'agression russe. Ni les 141 membres de l'Assemblée Générale des Nations Unies qui ont approuvé la résolution de l'ONU condamnant l'agression et appelant à un cessez-le-feu immédiat. Pas même les 40 nations qui se sont abstenues pour différentes raisons : en dehors des considérations politiques d'intérêt personnel, il n'en reste pas moins qu'il y a plus d'un côté de l'histoire qui doit être entendu et pris en compte par la communauté mondiale. Ni la décision préliminaire de la Cour Internationale de Justice ordonnant à la Russie de suspendre les opérations militaires en Ukraine et affirmant la juridiction légale

obligatoire de la Cour en vertu de la Charte des Nations Unies sur les questions relatives au génocide. <sup>12</sup> Trois quarts de siècle après la formulation de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, le contenu de la DUDH n'a toujours pas acquis toute la force du droit international, mais les événements récents peuvent nous rapprocher au moins un peu plus de cet objectif.

3. L'anarchie nucléaire sape l'autorité du droit international : l'existence même des armes nucléaires et le droit perçu des nations à les utiliser, même en cas de légitime défense, sapent le fondement même du droit international. Car cela signifie que n'importe quelle nation, aussi petite ou injustifiée soit-elle, peut prendre en otage ses voisins, sa région ou peut-être le monde entier comme la Russie a récemment menacé de répondre à toute nation qui interfère avec son agression contre l'Ukraine. Sans droit international applicable, il ne peut y avoir de communauté humaine viable et le droit international ne pourra jamais être sacro-saint et inviolable tant que les armes nucléaires ne seront pas totalement interdites et abolies.
4. De la sécurité concurrentielle à la sécurité coopérative : L'interdépendance mutuelle des États a rendu suicidaires les coûts de la guerre mondiale. Les systèmes exclusifs de sécurité collective sont provocateurs et instables. Il n'est pas trop tard pour compenser les occasions manquées de 1991 en inversant l'accélération de la course aux armements et en transformant l'OTAN en un système de sécurité coopératif inclusif qui admet tous ceux qui s'engagent à respecter ses principes fondamentaux. Indépendamment de l'indignation suscitée par l'invasion de la Russie ou de la méfiance mutuelle des deux côtés, ce n'est rien à comparer avec les crimes contre l'humanité commis pendant la Seconde Guerre Mondiale ou le niveau d'animosité entre les Alliés d'un côté et l'Allemagne et le Japon de l'autre. Si le monde pouvait surmonter l'hostilité de cette époque pour forger des alliances solides qui ont résisté à l'épreuve de sept décennies, alors il est certainement possible de le faire maintenant.
5. Du militarisme à la sécurité humaine : Le choix n'est pas entre la sécurité nationale soutenue par la préparation militaire et la sécurité humaine axée sur le développement durable et équitable pour tous. La sécurité nationale et la sécurité humaine sont des dimensions complémentaires d'une perspective globale de ce qui est nécessaire pour promouvoir la sécurité, la stabilité, la protection, les droits et la dignité de tous les êtres humains. Mais la dépendance unilatérale à l'égard de la préparation militaire et des investissements déséquilibrés dans les armements est contre-productive et dangereuse. Car si l'on ne traite pas de la sécurité dans ce sens plus large, la paix et la coopération entre les peuples, les communautés et les nations sont inaccessibles et insoutenables.

## Notes

1. « La résolution de l'Assemblée générale exige la fin de l'offensive russe en Ukraine » 2 mars 2022 <https://news.un.org/en/story/2022/03/1113152> des Nations Unies
2. « Ukraine: l'Assemblée générale adopte une résolution exigeant l'accès à l'aide, à une large majorité » 24 mars 2022 <https://news.un.org/en/story/2022/03/1114632#:~:text=During%20its%2011th%20Emergency%20Special,more%20commonly%20known%20as%20North> des Nations Unies
3. « La Cour internationale de justice de l'ONU ordonne à la Russie de mettre fin à l'invasion de l'Ukraine » 16 mars 2022 The Guardian <https://www.theguardian.com/world/2022/mar/16/un-international-court-of-justice-orders-russia-to-stop-invasion-of->

[ukraine#:~:text=The%20UN's%20international%20court%20of,the%20east%20of%20the%20country](#)

4. Harlan Cleveland, *The Cold War* Cadmus Journal 4, no 6 (2022): 101-110
5. ICPF, « L'impératif de paix » dans *Uncommon opportunities* (Londres ; New Jersey : Zed Books, 1995) <http://www.icpd.org/UncommonOpp/CHAP03.htm>
6. *Ibid.*, p. 40.
7. *Ibid.*, p. 40.
8. *Ibid.*, p. 43.
9. « La Conférence du désarmement et des garanties négatives de sécurité » Nations Unies <https://www.un.org/disarmament/wp-content/uploads/2017/07/CD-and-NSA-Fact-Sheet-Jul2017.pdf>
10. Les « garanties de sécurité négatives » atteignent une volonté critique <https://www.reachingcriticalwill.org/resources/fact-sheets/critical-issues/5442-negative-security-assurances>
11. « GL-21 Phase 1 Interim Report & Research Proceedings » Académie mondiale des arts et des sciences <http://www.worldacademy.org/files/gl21report/Phase-1-Interim-Report-Annexure-A-B.pdf>
12. « Décision préliminaire de la Cour internationale de Justice dans l'affaire Ukraine c. Russie (2022) » Parlement européen, mars 2022 [https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/ATAG/2022/729350/EPRS\\_ATA\(2022\)729350\\_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/ATAG/2022/729350/EPRS_ATA(2022)729350_EN.pdf)